De la trace au patrimoine. Archéologie de la mise en mémoire d'un quartier autoconstruit à Marseille

Article

*From trace to heritage. Archeology of the memory production of a self-built
district in Marseille*

Karine Basset

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/8090>

DOI : 10.4000/craup.8090

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Karine Basset, « De la trace au patrimoine. Archéologie de la mise en mémoire d'un quartier autoconstruit à Marseille », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], Actualités de la recherche, mis en ligne le 21 juin 2021, consulté le 07 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/craup/8090> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.8090>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

De la trace au patrimoine. Archéologie de la mise en mémoire d'un quartier autoconstruit à Marseille

Article

From trace to heritage. Archeology of the memory production of a self-built district in Marseille

Karine Basset

« Habitant-e-s de la rue Pasteur et de Chieusse
Nous cherchons à sauvegarder la mémoire de la
rue Pasteur et du Bd Chieusse.

Comment nos grands-parents et/ou parents y
sont arrivés, où ils ont habité, construit, bricolé,
aménagé, amélioré leur maison, comment ils /
nous avons vécu le changement, la destruction, le
relogement et la manière dont ça s'est fait.

Je suis une ancienne du quartier
(Lila Yahiaoui, fille de Tata et Abdelkhader ; sœur
de Nora, Nabila, Saïd, Djamel qui habitent encore
le quartier ; tante de Inès, Amélia, Marouane,

Tom et Lucas.) »

Tract, 2015.

- 1 Il n'est pas fréquent qu'un quartier populaire détruit pour des nécessités de renouvellement urbain connaisse le parcours de reconnaissance publique que nous nommons aujourd'hui patrimonialisation. Si depuis les années 2000, les actions mémorielles accompagnent fréquemment les destructions, il est rare qu'elles conduisent à une sauvegarde pérenne de la mémoire de l'ensemble disparu sous la forme d'un réinvestissement patrimonial des traces du passé. Le destin commun des

ensembles d'habitations précaires ayant accueilli les travailleurs migrants à différentes périodes du XX^e siècle serait plutôt de constituer des « trous noirs » dans la mémoire collective¹ du fait, en particulier, de l'effacement des supports spatiaux de ce passé².

- 2 La trajectoire mémorielle de l'ensemble d'habitation dit « Chieusse-Pasteur » dans le XVI^e arrondissement de Marseille est de ce point de vue singulière, puisqu'elle aboutit (provisoirement ?) à la prise en charge par le Musée d'histoire de la ville de Marseille d'un objet-trace, une maquette reconstituant une partie du quartier disparu. Dans cette trajectoire, la maquette apparaît donc comme un objet « saillant », un « sémiophore » au sens où l'entend K. Pomian³, qui permet de questionner l'articulation entre le patrimoine tangible de l'habitat et un « invisible » ou un idéal qui fait signe vers la somme des expériences vécues de l'habiter.
- 3 Pour saisir cette articulation, nous avons procédé à une archéologie de la mise en mémoire de Chieusse-Pasteur, à partir d'un ensemble documentaire destiné à accompagner l'entrée de la maquette au Musée⁴. Ce corpus est constitué de fragments de nature hétérogène (rapports d'étude, relevés d'architecture, photographies, films documentaires, cartes, témoignages sonores...), que les acteurs ont constitués en archives de l'habiter. Chacun de ces fragments renvoie à des discours produits dans des contextes différents, qu'il s'agit de reconstituer patiemment. Cette sonde dans les strates accumulées du discours sur le « bidonville » permet d'en reconstituer les inflexions successives. Une trajectoire patrimoniale se dessine, depuis une première formulation de la singularité de Chieusse-Pasteur par l'écriture ethnographique, jusqu'à l'autonomisation comme objet-mémoire de la maquette représentant le lieu.
- 4 Le regard réflexif de quelques-uns des protagonistes sur cette trajectoire permet ensuite de dévoiler certains ressorts de la patrimonialisation, mais aussi, de manière pragmatique⁵, les « modes de faire » qui ont permis au travail de la mémoire d'opérer et ainsi d'autoriser la transformation d'un espace d'habitation disqualifié en lieu patrimonial.
- 5 Enfin, l'examen des tensions suscitées par l'entrée de la maquette au musée ouvre sur une interrogation relative à la portée politique de la reconnaissance patrimoniale au regard de l'enjeu démocratique, soit l'exigence de citoyenneté indissociable d'un droit « d'habiter le temps⁶ », de s'inscrire pleinement dans la durée du temps de la ville.

La trajectoire patrimoniale de Chieusse-Pasteur

- 6 La notion de trajectoire patrimoniale désigne un processus lent de transformation de la représentation d'un morceau de ville ordinaire en patrimoine urbain, concomitante à la menace de sa disparition physique. Ce processus débute de manière assez classique par un geste d'écriture⁷, ici ethnographique et historique, par lequel s'énonce la singularité du lieu et de la communauté qui l'habite.

Le geste de description ethnographique ou la possibilité d'un récit de l'habiter

- 7 L'habitat dont il est question est un témoin de l'histoire industrielle de Marseille, marquée par des vagues d'immigration de main-d'œuvre successives à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Cet ensemble d'habitation situé dans le

XVI^e arrondissement, à l'extrême nord de l'agglomération, est nommé « Chieusse-Pasteur » du nom des deux rues principales qui le bordent. Il a fait l'objet d'une étude ethnographique au début des années 1980, diligentée par la Sonacotra et sa filiale Logirem, au moment où s'envisage la « réhabilitation » des derniers « îlots insalubres », selon la terminologie adoptée par la politique de la ville.

- 8 Lorsqu'il est recruté par le service aménagement urbain de la Sonacotra en 1975, Jacques Barou est titulaire d'un doctorat d'ethnologie de l'EPHE, spécialiste de l'immigration africaine et connaisseur des mondes berbères. Le rapport, dont il est le principal auteur et qui fit l'objet d'une publication dans la revue *Ethnologie française*, retrace l'historique de l'urbanisation de cet ensemble, avant d'en décrire minutieusement les aspects socio-morphologiques⁸. Nous en résumons ci-après les grandes lignes.

L'histoire de Chieusse-Pasteur débute au XIX^e siècle avec l'arrivée d'ouvriers italiens et espagnols, mis dès cette époque dans la nécessité de construire eux-mêmes leur logement. À partir des années 1950, l'histoire du XVI^e arrondissement de Marseille est essentiellement marquée par l'arrivée d'Algériens. Les industries extractives sont alors en crise et cherchent une main-d'œuvre à bas coût, employable dans les cimenteries et les tuileries. Les migrants prennent en charge la construction de leur habitat en réutilisant les déchets des matériaux de construction. Ce qu'on appelle alors les « bidonvilles » s'édifient sur les vastes terrains libérés par les restructurations industrielles. En 1968, environ 5 000 personnes sont logées dans des conditions précaires dans le XVI^e arrondissement. Mais à Chieusse-Pasteur, les ouvriers algériens font venir leur famille et édifient rapidement des habitations plus élaborées, « en dur ». L'homogénéité formelle du bâti qui caractérise cet ensemble serait due à l'importation des modèles d'habitat de la Bejaïa, et plus spécifiquement des deux villages (Berbach et Amizour) de ce département d'Algérie, d'où ces personnes seraient originaires. Enfin, une dernière vague d'implantation entre 1968 et 1974 concerne des Tunisiens, qui représentent au moment de l'étude 20 % de la population de l'« îlot ».

Figure 1. Îlots Chieusse-Pasteur en 1975.

Mabrouk Oulmou, 2002.

- 9 Ainsi doté d'un récit historique, l'ensemble Chieusse-Pasteur se trouve singularisé sans doute pour la première fois dans l'histoire urbaine marseillaise. Cette singularisation est appuyée dans l'étude par la qualification de « village urbain », qui vient souligner son unité de façon plus positive que le vocabulaire administratif d'importation coloniale en vigueur : « bidonville » ou « îlot⁹ ». Le rapport acte la reconnaissance des qualités propres de cet ensemble urbain non seulement sur le plan formel mais aussi sur le plan de l'organisation sociale, puisqu'il y dévoile les règles d'une occupation de l'espace directement importées de la « montagne kabyle ». De ce fait, l'ensemble Chieusse-Pasteur constituerait un héritage collectif envisagé dans l'étude ethnographique selon trois points de vue : comme témoignage de l'histoire d'un groupe d'immigrés très homogène, comme reflet de l'histoire des quartiers nord à Marseille et comme reflet de l'histoire du monde ouvrier et de son habitat.
- 10 Selon Jacques Barou, le rapport pour la Logirem déboucha sur des préconisations de relogement directement opposées à la doctrine en vigueur :

En voyant cet îlot, on s'est dit qu'il fallait peut-être éviter de déplacer les gens, essayer de faire en sorte qu'ils puissent rester sur place, ce qui prenait tout à fait à revers la doctrine de l'époque qui assimilait dispersion et intégration. (...) On avait imaginé un projet, avec des plans, des maquettes, qui s'inspirait de l'habitat traditionnel dans du neuf, avec un certain nombre de demandes de dérogation à certaines normes¹⁰.
- 11 Le projet aurait été bien reçu par certains élus, mais l'opération traîne. Les familles les moins démunies finissent par partir sans attendre l'opération de reconstruction-relogement, qui ne débute qu'en 1988.

Effacement de la singularité et normalisation de l'habiter

- 12 L'opération de résorption-reconstruction du « bidonville » sur la trame urbaine initiale est programmée sur dix ans entre 1988 et 1998. L'opération Chieusse-Pasteur confiée à l'architecte André Jollivet est considérée comme un succès. Les lignes directrices du projet tentent de dessiner un compromis entre contraintes des normes administratives de la résorption et préservation de la mémoire du lieu, tout en veillant à ne pas « stigmatiser » les habitants par une architecture trop différenciatrice : « Il fallait qu'elle passe partout, qu'elle s'insère dans le tissu urbain existant¹¹. »
- 13 La décision de maintenir la population sur place conduit à privilégier un mode de conception participatif, tel que le Cerfise¹², équipe de recherche associée au maître d'œuvre, le conceptualise à l'époque :

C'est dans une maison inoccupée du bidonville que nous avons créé un lieu de rencontre. Les gens y étaient reçus au quotidien (...) nous avons acquis une connaissance fine des familles, de leur situation socio-économique, de leur volonté d'habiter dans certains bâtiments plutôt que d'autres, de choisir leurs voisins¹³.
- 14 Cependant, toujours dans l'idée de produire un habitat qui ne « stigmatise » pas ses occupants, le maître d'œuvre exclut l'idée de laisser place à la reproduction d'une spécificité culturelle dans les nouveaux logements. Selon François Lamarre :

L'hypothèse d'un habitat spécifique, conservant les pratiques liées à la culture kabyle et au bidonville, a été repoussée. "Cette population est avide d'intégration, surtout les jeunes générations, explique André Jollivet, il ne fallait surtout pas faire un habitat qui participe de la désignation sociale." Le sien est délibérément "petit bourgeois", ses modèles courants rassurants¹⁴...
- 15 La prise en compte de modalités spécifiques d'occupation de l'espace sera donc limitée à la reprise de quelques détails esthétiques, à la possibilité d'élire son voisinage et au rappel d'espaces publics considérés comme emblématiques de l'ancien habiter. Pour autant, André Jollivet veut « faire une architecture qui s'inspire des pratiques, par exemple le point d'eau autour duquel on vient discuter, où on lave les tapis, etc.¹⁵ »

Figure 2. Rue Pasteur, avant et après démolition-reconstruction.

AVANT

APRÈS

FACE À FACE aup © architecture et urbanisme de proximité.

Figure 3. La mosaïque rappel des tons et couleurs de l'ancien îlot Chieusse.

FACE À FACE aup © architecture et urbanisme de proximité.

- 16 Si, dans le quartier reconstruit, la mémoire de la « fontaine » et de ses usages se limite finalement à un simple rappel toponymique, il est à noter qu'elle semble avoir exercé une certaine séduction sur les opérateurs chargés de la réhabilitation, comme le montre la photographie ci-dessous, prise par la Samcle en 1987.

Figure 4. Fontaine publique, photographiée par la Samcle avant démolition.

Archives municipales de Marseille.

Figure 5. Immeuble La Fontaine dans la rue Pasteur réhabilitée.

© K. Basset, 2018.

Le sauvetage de la mémoire : une archéologie de l'urgence

- 17 Le processus de patrimonialisation proprement dit débute à la toute fin de cette opération, en 1997, à la veille de la démolition des dernières habitations de la rue Pasteur et alors que les autres îlots ont déjà été reconstruits. Le principal protagoniste en est un architecte-urbaniste, Bertrand Reymondon, qui découvre les lieux en juin 1997 et fait réaliser dans l'urgence, par une dizaine d'étudiants volontaires de l'école d'architecture de Marseille, les relevés de la partie restante. Une association est créée dans la foulée autour du projet « de sauvetage de la mémoire du quartier autoconstruit de l'îlot Chieusse-Pasteur¹⁶ » et dans la perspective de « révéler un patrimoine urbain singulier » :

Ce qui nous intéressait c'était l'aspect architectural, urbain et patrimonial, et notamment historique. Parce que derrière tout ça il y avait toute l'histoire de Marseille notamment et de l'immigration en général. Et c'est en faisant les relevés, justement, qu'on s'est mis à comprendre le fonctionnement de ces îlots urbains¹⁷.

- 18 Un travail de relevés, qui se déroule sur une dizaine de jours dans la cour d'une des maisons permet de faire émerger toute une mémoire des lieux. Les jeunes en particulier, « qui ont une histoire très précise des lieux », participent activement, comme le raconte B. Reymondon :

Ils expliquent comment ça se passait dans le quartier : ils circulaient par-là, la gendarmerie est là-haut, les jeunes passent par ici, ils sont poursuivis par les flics par cette rue qui est la rue de Chicago, ici c'est le coin des vieux, plus bas il y a la mosquée. Ça, c'est la maison de l'Espagnol. Là ce sont les maisons des Kabyles¹⁸.

- 19 Mais comme le souligne l'un des anciens étudiants participants, tous les habitants restants « notamment les Anciens, se sont pris au jeu. C'est-à-dire pour une fois de leur vie on s'intéressait à leur travail, à eux en premier et au travail qu'ils avaient fait, d'où tout l'intérêt qui a surgi derrière ce projet-là ». Les architectes sont alors fascinés par la précision des souvenirs de ceux qui sont nés ici, les enfants des constructeurs, laquelle dénote selon eux une capacité particulière des habitants de Chieusse-Pasteur à être « liés » à leur espace, à être « imprégnés de la mémoire des lieux ». Le récit de la mémoire habitante permet en retour aux constructeurs de la maquette de combler les manques des parties déjà démolies.
- 20 Par la suite, différents supports de la mémoire sont produits : un grand plan que les habitants sont invités à annoter et deux maquettes, l'une « artistique » destinée à parler à l'émotion, à susciter la mémoire vive, et une « vraie maquette, à la bonne échelle (au 1/50^e), la bonne proportion et les bonnes couleurs, pour justement matérialiser tout le quartier ». Cette maquette de 2 x 1,15 mètre environ, réalisée de manière artisanale avec des matériaux de récupérations, sous la direction de B. Reymondon, est achevée seulement en 2003. Elle connaît dès lors une trajectoire propre de patrimonialisation, qui, à partir de 2015, est mise en récit et médiatisée¹⁹.

Figure 6. Affiche, juillet 1997.

FACE À FACE aup © architecture et urbanisme de proximité.

Figure 7. Relevé et plan de la rue Pasteur, juillet 1997.

FACE À FACE aup © architecture et urbanisme de proximité.

Autonomisation d'un objet-mémoire : la maquette de Chieusse-Pasteur

- 21 À la phase de réalisation succède une phase d'exposition, durant laquelle la maquette circule entre le territoire local (dont la désignation est flottante : le « quartier », « L'Estaque ») et l'espace de la ville centre et du département (administrativement chargé de la politique de la ville). Elle est le support d'un discours d'*Hommage aux autoconstructeurs*, titre de l'exposition présentée en 2003 dans le hall du centre Bourse de Marseille, un espace commerçant très fréquenté en plein centre-ville. L'exposition de la maquette est accompagnée d'une documentation (plans, relevés, photographies) qui souligne la singularité d'un art de bâtir méditerranéen qui constituerait l'essence

même de la cité marseillaise. Au terme de ce périple, la maquette réintègre son « territoire » en étant accueillie dans un local du nouveau quartier Chieusse-Pasteur.

Figure 8. Panneaux d'exposition *Hommages aux autoconstructeurs*, 2003.

FACE À FACE aup © architecture et urbanisme de proximité.

- 22 Débute alors une phase d'oubli, dont la maquette sort en 2008 grâce à un adjoint à la Culture à la mairie du XV^e-XVI^e arrondissements, qui la confie au directeur d'une école primaire de l'Estaque. La maquette réexhumée intègre un projet pédagogique sur l'histoire des tuileries, dans le cadre d'un événement plus vaste organisé par un collectif dédié à l'étude et à la valorisation « de l'histoire et des patrimoines des immigrations dans les quartiers nord de Marseille²⁰ ». Cette initiative, impulsée par Jacques Vialle, instituteur historien de formation et des parents d'élèves militants dans l'action sociale, est animée par l'association ACT²¹. Elle fait écho à l'émergence au plan national d'une double réflexion sur la patrimonialisation des mémoires de l'immigration et sur les usages publics de l'histoire²². La maquette retrouve dans ce contexte sa fonction de support de la mémoire, d'anciens habitants étant invités à venir témoigner de leur vécu devant les élèves. Le travail pédagogique débouche en 2009 sur une nouvelle exposition intitulée *Quartiers de mémoire*, présentée à l'Estaque et aux archives départementales, dans laquelle le témoignage habitant est valorisé par un dispositif vidéo et qui suscite à son tour l'expression de nouveaux récits.

Figure 9. Exposition *Quartiers de mémoire*, archives départementales Bch-d-R. 2009.

© J. Vialle.

- 23 De 2009 à 2013, la maquette est utilisée pour différents projets pédagogiques. Durant cette phase, le souvenir de ses auteurs s'est perdu, de même que l'ensemble des documents explicatifs qui l'accompagnaient : elle est devenue un objet anonyme qui appartient au « quartier ».

« Une maquette, c'est comme un quartier précaire » – Institutionnalisation d'un objet à protéger

- 24 Une nouvelle phase décisive débute en 2013 lorsque J. Vialle s'émeut de l'état de dégradation de la maquette toujours exposée dans son établissement. Le risque de perte contribue à transformer la valeur de l'objet, qui de simple support et vecteur de mémoire acquiert une valeur en lui-même. Autrement dit, la fonction mémorielle de la maquette n'est plus essentiellement accomplie par les récits qu'elle suscite, mais elle est réalisée par sa matérialité même, comme œuvre produite *en lieu et place* du lieu physique démolí. Se pose alors la question de la conservation de l'objet dont la dimension patrimoniale est désormais explicite, et donc de sa prise en charge par une institution légitime.
- 25 Le moment de la reconnaissance institutionnelle, qui couronne tout processus de patrimonialisation, débute lorsque le Musée d'histoire de Marseille est sollicité pour accueillir l'objet. Pour légitimer la demande de constituer la maquette en objet de collection d'un musée national, il est nécessaire de l'accompagner d'un travail de contextualisation et de documentation. Celui-ci s'effectue dans le cadre d'un projet élaboré en convention entre le Musée et l'association ACT, avec le soutien du ministère de la Culture²³. Les résultats de cette collecte sont présentés lors d'une exposition

temporaire à la fin de l'année 2015, sous le titre *Des traces au patrimoine : travailler, habiter à l'Estaque*. Depuis, la maquette – en dépôt provisoire au Musée pour des raisons de droits – est demeurée en place, mais dépouillée de tout appareil contextuel. Elle trône aux côtés de la « Maison du Fada », la Cité radieuse de Le Corbusier, dans la provisoire section contemporaine du Musée.

Figure 10. Flyer de la restitution du projet *Des traces au patrimoine*.

Collecter ensemble
Des traces au patrimoine : travailler, habiter à l'Estaque
Dossier de restitution partielle d'une collecte participative menée avec des associations et des habitants, pour la sauvegarde de la mémoire du quartier Chausse-Pasteur à l'Estaque (Marseille, 16^e et la construction d'une histoire commune.

1^{er} décembre 2015 – 31 janvier 2016
Présentation en séquence 13 du parcours permanent des collections (rez-de-chaussée du musée d'histoire de Marseille)
Admission libre et gratuite aux collecteurs permanents. 1 € pour tout le reste.

« Travailler, habiter à l'Estaque »
Une recherche-action collégiale pour la collecte et la valorisation patrimoniale de l'histoire et de la mémoire de l'industrialisation de Marseille

Mis en œuvre par l'association Approches Cultures & Territoires et le musée d'histoire de Marseille, le projet « Travailler, habiter à l'Estaque » est piloté par le comité suivant :

- Ann Blanchet, responsable du centre de documentation du musée d'histoire de Marseille ;
- Xavier Daumalin, professeur des universités en histoire contemporaine, UMR TELMME, CNRS – AMU ;
- Sophie Deshayes, responsable de la programmation culturelle du musée d'histoire de Marseille ;
- Catherine Gauthier, socio-anthropologue, Centre Max Weber, CNRS / Université de Saint-Étienne et de Lyon ;
- Sylvie Grange, directrice de l'OCIM : Office de Coopération et d'Information Muséales, Dijon, Université de Bourgogne ;
- Hélène Hatfield, directrice du GS RMPIC, Ministère de la culture et de la communication, Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie ;
- Joëlle Le Marec, professeur émérite de l'information et de la communication, U.F.R. Lettres, Arts et Cinéma (LAC), Université Paris Diderot, Paris XIII^e ;
- Bertrand Raymondson, urbaniste-architecte, président de l'association Face-à-Face, architecture et urbanisme de proximité ;
- Véronique Seyffied, service des musées de la DRAC PACA ;
- Gilles Suzanne, maître de conférences et chercheur au LESA : Laboratoire d'études en sciences des arts, AMU ;
- Ramzi Tadjiri, directeur de l'association APPROCHES CULTURES & TERRITOIRES ;
- Laurent Vidrine, conservateur en chef du musée d'histoire de Marseille, chef d'établissement, Ville de Marseille.

Le projet est proposé par le musée d'histoire de Marseille, en partenariat avec l'association Approches Cultures & Territoires et avec la société du Groupement d'Intérêt Scientifique Institutions Patrimoniales et Pratiques Interculturelles (Ministère de la Culture et de la Communication).

Collecter ensemble
Présentation au musée d'histoire de Marseille du 1^{er} décembre 2015 au 31 janvier 2016 et programmation culturelle associée

Approches Cultures et Territoires.

Figure 11. Maquettes de la rue Pasteur et de la Cité radieuse (en arrière-plan), section contemporaine du Musée d'histoire de Marseille.

© K. Basset, 2018.

Les conditions d'une patrimonialisation exogène et endogène de l'habiter à Chieusse-Pasteur

- 26 On peut, à partir de l'examen des différents matériaux produits durant cette trajectoire de transformation patrimoniale, tenter d'éclairer certains ressorts de la constitution d'un morceau de ville déshérité en objet d'héritage collectif.

De la séduction ethnologique à l'acte mémoriel

- 27 Revenant sur le travail de description de l'ensemble Chieusse-Pasteur opéré à la demande de la Sonacotra, Jacques Barou évoque l'*aura* d'un quartier qui le singularisait d'emblée aux yeux des observateurs :

Ils avaient construit en s'inspirant de la trame des villages de la montagne kabyle, c'est ce qui frappait les observateurs, c'est ce qui explique sans doute que ce quartier ait eu une aura que d'autres quartiers de bidonvilles n'ont pas eue. Parce que déjà il y avait un type de paysage qui rappelait le paysage d'origine. C'est sur l'Estaque, une colline, en descente, il y a d'ailleurs une superbe vue sur la Méditerranée, un quartier qui a inspiré les peintres à une époque, ce qui fait que, donc, il y avait un certain intérêt quand on arrivait dans ce quartier, on voyait que ce n'était pas la même chose qu'ailleurs²⁴.

- 28 Cette impression visuelle, paysagère, d'altérité était confirmée, on l'a vu, par une organisation sociospatiale qui en faisait pour l'ethnologue « un livre ouvert d'ethnologie kabyle », tandis que les architectes du collectif Face à Face y virent, quinze ans plus tard, une composition spatiale méditerranéenne archétypique : « Ce qui était remarquable pour nous, en tant que futurs professionnels, c'est cette redondance des espaces qu'on retrouve en Méditerranée, aussi bien en Algérie, qu'en Égypte, qu'en Grèce ou en Italie. Donc ces gens-là reproduisaient un schéma urbain, architectural, en le reproduisant à Marseille²⁵. »

- 29 Si cette séduction ethnologique exercée par l'ensemble Chieusse-Pasteur pouvait facilement, selon J. Barou, devenir un alibi pour les décideurs, justifiant leur inaction, elle fut incontestablement à l'origine d'une série d'actions destinées à témoigner de la singularité du lieu et de ses habitants. Il convient d'évoquer en particulier le travail de documentation engagé par des photographes dès le début des années 1980, à l'exemple de Yves Jeanmougin, membre du collectif de photojournalisme Viva. Ses photographies de Chieusse-Pasteur participent d'un travail de fond consacré aux différentes communautés de Marseille, qu'il initie en 1981 avec la sociologue Chantal Balez. Or ce travail photographique ne se constitue pas seulement en point de vue extérieur sur son objet ; il vient fixer une mémoire collective « à l'œuvre²⁶ » dans les espaces privés comme dans les espaces publics. C'est ce que souligne la préface à l'édition de ce projet :

Si les destins individuels percent parfois les portraits, il convenait en outre de fixer les manifestations visibles par lesquelles les groupes demeurent attachés à leur pays d'origine et de repérer ces signes d'appartenance collective qui réactivent la cohésion sociale, et que multiplient ces moments privilégiés à cet égard : fêtes religieuses, baptême, mariage ou décès, rituels, commémorations, rencontres festives, folklore parfois... Et si ces images semblent rebelles au discours, elles offrent leur richesse documentaire pour écrire, peut-être, ces histoires de vie qui font, elles aussi, l'Histoire²⁷.

Figure 12. Le regard des photographes sur un quartier populaire.

Îlot Chieusse-Pasteur, L'Estaque, Marseille : chez Zohra-Djamila, étendage du linge sur le toit de l'habitation.

© Yves Jeanmougin

Le Poteau, le coin des anciens.

© François Moura 1990

Le Poteau, le coin des anciens.

© François Moura, 1990

- 30 La distance est courte entre la fixation par l'image de la mémoire collective et l'action mémorielle, c'est-à-dire une action sociale et culturelle qui utilise la mémoire comme outil, par exemple dans une visée réparatrice²⁸. Cette distance est franchie dans le contexte de la démolition de l'îlot Pasteur, lorsqu'Olivier Lucas, cinéaste vivant à l'Estaque, réalise en réaction le documentaire *Rue Pass Pass*, appellation d'une voie traversante de l'îlot Pasteur²⁹.
- 31 L'acte mémoriel ne réside pas ici dans la seule réalisation de l'œuvre documentaire, il se manifeste dans le temps même du tournage. Une journée festive est alors organisée, durant laquelle les derniers habitants « rejouent » pour eux-mêmes, mais sous l'œil de la caméra, leur sociabilité passée et sont interviewés, collectivement ou individuellement, dans ce qui sera quelques mois plus tard démoli. L'habiter à Chieusse-Pasteur s'illustre en une scène de battage du linge reconstituée autour de la fontaine (lieu premier de la sociabilité féminine en l'absence d'eau courante dans les maisons) ; la musique partagée ; le chant ; les « palabres », etc., qui pourtant n'existent déjà plus. Le film joue ainsi sur le double registre d'une nostalgie collective qui s'oppose à la colère de certains habitants. Ceux-là dénoncent la promesse non tenue des constructeurs de « coproduire le nouvel habitat avec ses habitants » et expriment le sentiment d'avoir été floués et de ne pas « avoir eu le choix », la peine d'avoir perdu cette sociabilité (« maintenant c'est chacun pour soi ») et d'être assignés à des besoins communautaires plutôt que matériels (« on nous a demandé qui on voulait comme voisins ! »).
- 32 Ainsi se trouvent constituées, par le jeu des écritures ethnographiques, photographiques, documentaires et architecturales, les propriétés identifiées par Michel Rautenberg qui autoriseraient l'accession d'un lieu d'immigration à la dignité patrimoniale : un espace restreint (ici deux rues) à l'identité forte de « quartier dans le quartier » (l'Estaque), un lieu singulier (ethniquement, culturellement, historiquement)

favorisant une sociabilité populaire et enfin un double statut de quartier « délaissé », « ghettoisé », mais néanmoins porteur de solidarité et de résistance³⁰.

La construction d'un regard patrimonial endogène sur le « bidonville »

- 33 Si la construction exogène de la singularité de Chieusse-Pasteur apparaît clairement, à quel moment et selon quelles conditions cette singularité a-t-elle pu être reconnue et partagée par ses habitants au point de constituer pour eux un possible « objet » de patrimoine ?
- 34 Comme il a été relevé en d'autres contextes, la possibilité d'une mise à distance du vécu apparaît comme une condition première, en ce qu'elle autorise une certaine « objectivation » de la mémoire collective³¹. Il était nécessaire en effet que cet habiter spécifique au « bidonville » puisse être considéré comme révolu pour qu'il soit « patrimonialisable » aux yeux de ses habitants, autrement dit pour qu'il puisse se transformer en motif d'un récit partageable et transmissible. Cette condition apparaît bien dans l'un des échanges (issu de l'enquête destinée à nourrir l'exposition) qui s'engagent entre deux femmes. Alors que l'une évoque les usages autour de la fontaine, l'autre s'exclame en riant : « C'est fini, tu as de l'eau au robinet maintenant ! »
- 35 La possibilité de se référer aux traces tangibles de ce passé est une autre condition essentielle de la construction endogène du vécu à Chieusse-Pasteur comme héritage collectif. On comprend ici toute l'importance de la maquette, lue comme « trace³² ». Le rôle de cet artefact dans le processus de patrimonialisation se précise. Si la maquette apparaît, tout au long de sa trajectoire, comme un objet-frontière permettant le dialogue entre différents mondes sociaux³³, elle est surtout, d'un point de vue endogène, ce qui permet le lien entre le patrimoine des bâtiments et le patrimoine des valeurs, de la solidarité ouvrière, de l'expérience sociale portée par les habitants. La maquette nous en fin, dans sa représentation de l'habitat disparu, un rapport entre le patrimoine collectif et le patrimoine familial, mais aussi, pourrait-on dire, le patrimoine de l'intime, inscrit dans la mémoire corporelle³⁴. Autant de dimensions qui disqualifient l'appellation de « bidonville » : « [Nous] on a toujours dit, chez mémé ! ».

Figure 13. Le travail de mémoire à l'école élémentaire de l'Estaque.

Jacques Vialle.

- 36 Enfin, en l'absence d'autres traces tangibles, il faut souligner l'importance de l'appel à la mémoire via la collecte de témoignages, où la parole, volontiers prodiguée, tient lieu de trace. Le projet pédagogique comme mode « d'exercice » de la mémoire, reposant non pas sur la mise en exergue d'une dimension identitaire mais sur l'enquête historique, prend ici tout son relief. Le travail pédagogique initié dans le cadre du projet *Quartiers de mémoire* conduit les élèves, à partir de l'observation du patrimoine des tuileries, à aborder la question des bidonvilles, dont nombre d'entre eux sont issus.

La collecte du témoignage d'anciens habitants invités à décrire leur vie à Chieusse-Pasteur (leurs « conditions de vie » mais aussi leurs pratiques spatiales concrètes) occupe une place centrale dans le dispositif. Jacques Vialle a pu observer la manière dont le travail pédagogique, entre histoire orale et geste créatif, a contribué au changement de regard nécessaire à la transformation du « bidonville » en bien culturel. Sur la base des témoignages collectés, les élèves ont été invités à construire eux-mêmes une maquette. Ce faisant, ils ont été conduits à s'interroger sur l'organisation d'ensemble et sur la vie sociale d'un morceau de ville :

Petit à petit, ils ont retrouvé l'idée qu'un bidonville c'est pas simplement des baraques et des gens qui sont dans la misère et simplement se logent, c'est aussi des gens qui sont là pour un moment et ont donc construit toute sorte de choses pour vivre le mieux possible³⁵.

- 37 À partir de là un véritable travail de mémoire s'opère, au sens où les élèves sont amenés à élaborer un récit de leur propre histoire insérée dans l'histoire plus vaste de l'immigration, du travail ouvrier et de la modernisation du pays d'accueil, et par là même, à repositiver une histoire et une mémoire bien souvent entachées de honte et de dépréciation. On peut supposer que le travail s'élabore aussi du côté des témoins, amenés à énoncer concrètement quel fut leur « art d'habiter ». Certains aujourd'hui considèrent ce moment d'inscription de la parole habitante dans l'enceinte de la classe comme le geste de reconnaissance ultime, plus puissant et efficace peut-être, que la mise au musée.

Les tensions de l'entrée au musée

- 38 Le Musée d'histoire de Marseille avait été perçu, par les acteurs associatifs précédemment cités et par un certain nombre d'habitants, comme l'instance légitime par excellence à faire accéder la maquette, et par là « l'histoire de ceux qui n'ont généralement pas droit à la parole » à la dignité patrimoniale. Le contexte institutionnel était quant à lui très favorable, le Musée étant engagé dans le renouvellement de son projet scientifique et culturel, qui prévoyait notamment la création d'une nouvelle séquence contemporaine et la participation du public à l'animation des collections. La découverte de la maquette et l'idée de la faire entrer au musée ont été accueillies comme l'occasion de mettre en œuvre ces objectifs. Cependant, cette démarche a d'emblée suscité des points de tensions révélateurs des enjeux sous-jacents à la patrimonialisation d'un quartier populaire.

Le statut incertain de la maquette comme objet patrimonial

- 39 Un premier point problématique est relatif au statut de la maquette du point de vue de son signifié et donc de sa légitimité en tant qu'objet muséal. Cette légitimité pouvait paraître évidente au prime abord pour le MHM, qui se veut musée de ville, et dont la nouvelle section contemporaine expose en pièce maîtresse un plan-relief de l'ancien quartier de la Blanquerie au centre de Marseille (1/200^e). Il s'agit d'une maquette de 8 m² en bois et métal, réalisée entre 1848 et 1850 par un passionné d'histoire et d'urbanisme, Jean-Baptiste Fortuné Lavastre (1815-1868), à partir de relevés minutieux de chacune des 134 rues, façades et toitures de ce quartier effacé ensuite par les rénovations successives. Au-delà de la représentation matérielle d'un quartier, l'œuvre porte un discours politique fort en représentant par une foule de figurines de plomb les

insurgés des journées de juin 1848 aux prises avec la garde nationale. En réexhumant le Plan Lavastre, longtemps confiné dans des réserves, le Musée rénové en 2013 veut « construire un récit engagé en termes de luttes urbaines, prétexte à montrer des quartiers disparus, détruits par les projets des édiles, refaire surgir une vie populaire³⁶ ».

- 40 La maquette de la rue Pasteur offrait l'opportunité de continuer avec ce type de support qui permet « une mise en abyme, comme possibilité de fixer des espaces disparus » et une aide « à la médiation pour comprendre les changements urbains ». Cependant, l'objet que découvre la conservatrice du MHM en 2013 n'est pas comparable, du point de vue de son statut temporel, au Plan Lavastre. Si le second porte une intention de témoignage historique et rend hommage à une lutte urbaine en restituant la présence des acteurs sociaux de manière aussi minutieuse que le décor urbain, la maquette réalisée par les architectes de Face à Face fonde quant à elle l'acte de reconnaissance sur l'art de bâtir des autoconstructeurs, donc sur la matérialité des constructions, en en esthétisant la précarité. Ce qu'une habitante ne manque pas de noter : « Nous, ce n'était pas aussi joli ! »
- 41 Bertrand Reymondon s'en explique dans un documentaire tourné au moment de l'exposition : « la maquette est un objet très visuel, très graphique, qui ne représente pas forcément la réalité de la précarité du quartier, mais *ce qui aurait dû être* si les gens avaient été en situation de sécurité » (je souligne)³⁷. Cette justification pointe le rapport spécifique de la maquette à la temporalité : celle-ci n'est pas une réplique du réel passé mais davantage une « image souhait », une épure d'un monde meilleur selon le langage d'Ernst Bloch³⁸, au passé. Devenu objet patrimonial, la maquette de la rue Pasteur fait autant signe vers le passé que vers le futur, non pas seulement antérieur (comme image de ce qui aurait pu être), que possible à espérer.
- 42 On comprend le problème que ce statut ambigu du point de vue de la représentation temporelle a pu poser aux muséographes, davantage en quête d'objets-traces du passé « tel qu'il est passé ». De cette ambiguïté découle une interrogation sur le projet de connaissance et le type de narration à mettre en œuvre autour de la maquette. Les historiens consultés par le Musée y voient avant tout un *pré-texte* pour renouveler l'histoire industrielle de Marseille, dans ses dimensions économiques, sociales et territoriales³⁹. Les acteurs impliqués dans la production de l'objet mémoire le perçoivent, eux, essentiellement comme un support de narration, un objet libérateur de paroles et instigateur de récits multiples, dont seul l'ensemble fait sens. Sans l'appareil des multiples « histoires », des récits produits sur le quartier disparu, dont certains bien avant la réalisation de cet objet témoin, la maquette, reconnaît Bertrand Reymondon, « ne dit rien ».

D'aller au musée, on trahit le quartier ?

- 43 Le choix du MHM n'a pas fait l'unanimité parmi les acteurs œuvrant sur le terrain local, militants associatifs ou élus des XV^e et XVI^e arrondissements. Certains auraient souhaité que l'exposition se déplace ensuite dans le « quartier », d'autres ont refusé d'emblée toute représentation dans et par l'institution muséale. Loin d'être anodin, le choix du lieu d'exposition porte les enjeux non seulement de la légitimité du porteur du discours patrimonial dans un espace mémoriel concurrentiel⁴⁰, mais aussi de la

désignation de l'espace d'appartenance de l'objet patrimonial. La délimitation de cet espace est ici clairement conflictuelle :

Y a eu la guerre des pauvres ! [rires] « La maquette elle est à nous, pourquoi elle est au musée ! » ; « Si elle est au musée ça devient du patrimoine bourgeois, si elle reste dans le quartier c'est à nous ». Ça a été un enjeu. C'est une guerre hein ! [...] On veut que ce soit du patrimoine, mais chez nous. Même à la mairie du secteur, la déléguée à la culture a fait scandale : « c'est chez nous, c'est à nous. Pourquoi au Musée d'histoire, le centre-ville de Marseille ? » Presque, d'aller au musée on trahit. Alors que pour moi c'est une reconnaissance⁴¹.

- 44 Pour certains, la mise en exposition hors du territoire local, dans un espace institutionnel incarnant la centralité urbaine, voire nationale, sonne comme une ultime dépossession, dans un jeu où la mémoire est clairement au centre de rapports de domination⁴². Pour d'autres, tout l'enjeu était précisément de dépasser les limites assignées de « l'îlot », d'inscrire les mémoires habitantes dans une communauté élargie aux échelles de la ville, de l'espace national, voire de l'espace global des migrations, en permettant une comparaison entre l'histoire de Chieusse- Pasteur (et ses enjeux actuels de représentations mémorielles) avec d'autres quartiers, de Marseille ou d'ailleurs, sociologiquement semblables.
- 45 Ces questionnements ont traversé toute la phase de projet muséographique. Finalement, le choix a été fait d'une mise en exposition favorisant un rapport émotionnel aux matériaux présentés : extraits numérisés de documents bruts écrits et oraux ; objets du quotidien prêtés par des habitants ; fragment de mur ramassé après la démolition, etc. L'exposition s'adressait en premier lieu au public concerné des anciens habitants (acheminés par bus gratuits le jour de l'inauguration), auxquels elle tendait le miroir de leur vie passée et a, de fait, produit un intense moment d'émotion partagée.

Figure 14. Extrait du livre d'or de l'exposition *Des traces au patrimoine : habiter et travailler à l'Estaque* (1^{er} décembre 2015-31 janvier 2016).

Musée d'histoire de Marseille.

- 46 On peut s'interroger cependant sur la portée de l'acte de reconnaissance généré par une telle mise en exposition⁴³. Car l'absence de contextualisation des documents quant aux modalités de leur production, comme du vécu des populations de ce quartier de Marseille, ne permettait pas de resituer cette mémoire dans les conditions historiques et sociologiques de l'arrivée et de donner sens au vécu différencié des habitants. Aucune analyse ne permettait, par exemple, de comprendre le caractère extrêmement contrasté de certains témoignages sur le vécu du bidonville, de l'enfer (« on était comme dans le Tiers-monde ») au « Paradis ». Finalement, le propos se trouvait quelque peu réduit aux plus petits dénominateurs communs de la mémoire collective (la sociabilité, la communauté - dont la diversité était réduite à celle de la « montagne kabyle » -, l'entraide, la dureté des conditions de la vie quotidienne et malgré tout, la joie de vivre...), au risque de produire l'effet de dépolitisation bien identifié par M. Belbah et S. Laacher⁴⁴. La reconnaissance porte en outre sur une valeur paradoxale, car indexée au passé⁴⁵ : rien n'a été dit de la vie des anciens habitants de Chieusse Pasteur après la démolition et le relogement. Rattachés au passé, dans un « avoir habité », ils sont coupés, dans la représentation muséale, du présent et du devenir de la ville.

Inscrire la mémoire du « bidonville » dans la durée du temps urbain

- 47 On a interrogé les modalités spécifiques selon lesquelles le processus de déqualification spatiale par l'opération de RHI a été accompagné, à Chieusse-Pasteur, d'actions de

construction de la singularité du lieu, sur laquelle le processus de patrimonialisation proprement dit a pu s'adosser. Dans ce parcours, l'enjeu s'est énoncé en termes de préservation de la possibilité même de produire des récits, une parole transmissible qui tienne lieu de trace de l'ancien habiter. Pour cela l'existence de supports, d'artefacts qui puissent susciter cette parole est nécessaire, rôle qu'a pleinement rempli la maquette au fil de sa circulation. Cependant l'entrée en scène du MHM a entraîné un débat sur le statut de l'objet patrimonial et a révélé une incertitude majeure quant à ses significations, qui ne semble pas avoir été véritablement résolue. Pour reprendre les termes d'une analyse de l'évolution des objets culturels proposée par K. Pomian⁴⁶, on peut dire que l'aspect sémiotique de la maquette (sa dimension « invisible ») a été profondément redéfini par le nouveau lieu social (le Musée d'histoire et non plus une salle de classe ou le Centre social de l'Estaque) et le nouvel environnement d'objets auquel elle s'est trouvée reliée : à quel « invisible » renvoie désormais la maquette présentée dans ce nouveau lieu ? S'agit-il du passé industriel marseillais, de l'histoire nationale autant que globale de l'immigration ? Ou bien du vécu quotidien des habitants d'un îlot urbain singulier ? C'est cet « invisible » qui devient finalement un enjeu et un objet de débat.

- 48 Celui-ci a été provisoirement tranché par un mode de mise en exposition qui témoigne bien de la difficulté pour l'institution muséale d'inscrire de manière pérenne les traces de certaines altérités dans le récit urbain. Car de ce témoignage d'un habiter populaire à Chieusse-Pasteur il ne reste rien d'autre que la maquette dissociée de tout contexte, privée de tout discours. La nécessité de faire exister un droit à la mémoire et au patrimoine pour les ensembles urbains témoins de l'histoire industrielle et des migrations a certes fait consensus à l'origine du projet muséographique⁴⁷. Mais la trace ne parle pas d'elle-même. Il reste au Musée à produire un récit permettant d'objectiver cette mémoire, de la mettre à distance mais surtout de la transformer en objet pour *une histoire*, non pas unique et univoque, mais capable de déployer la complexité et la pluralité de ses significations et de ses vécus singuliers⁴⁸.
- 49 Dans la trajectoire que nous avons décrite, la mise au musée et la déterritorialisation de l'objet patrimonial relativement à son espace de représentation pourraient constituer un moment de transition (et non de rupture), à condition que cet autre récit soit produit, en sus des récits produits par les mémoires vives, permettant à ceux qui ont *habité* Chieusse-Pasteur, c'est-à-dire occupé intensément cet espace qui ne fut pas seulement un espace d'assignation sociale, d'accéder à la reconnaissance au titre de leur appartenance à une communauté historique plus vaste. La reconnaissance patrimoniale ainsi comprise participerait d'un droit citoyen à pleinement habiter le temps. Car les anciens⁴⁹ habitants⁵⁰ de Chieusse-Pasteur en quête de la reconnaissance publique du legs laissé par leurs pères à la ville, comme celles et ceux qui redoutent de se « faire approprier leur histoire » (*sic*), partagent sans doute la même aspiration à s'inscrire dans la durée du temps urbain, en amont comme en aval.
- 50 Si, comme l'écrit Jean Chesneaux, le passé « ne mérite attention que s'il s'ouvre vers l'avenir⁴⁹ », cette ouverture peut se produire lorsque le passé « vient aiguïser notre capacité à critiquer le présent⁵⁰ », laissant entrevoir la possibilité d'un avenir différent. Le musée d'histoire de Marseille serait particulièrement légitime à poser les bases d'une telle critique à partir de l'inventaire contextualisé du passé des quartiers populaires, en interrogeant le traitement et la place qui leur fut réservée, d'hier à aujourd'hui, dans l'espace physique et civique de la ville. Au sein d'un tel récit, la

maquette de la rue Pasteur, image d'une tension féconde entre expérience et attente, jouerait pleinement son rôle d'objet unificateur des temporalités.

BIBLIOGRAPHIE

- Noël Barbe, Marina Chauliac (dir.), *L'Immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2014.
- Jacques Barou, « Genèse et évolution d'un village urbain : Un groupe d'émigrés algériens dans un ensemble d'îlots du XVI^e arrondissement de Marseille », *Ethnologie française*, 16, n° 1, 1986, pp. 59-76.
- Alain Battagay, « Ce que le public fait à la mémoire. Les mémoires de l'immigration dans les redéploiements mémoriels en France », dans H. Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, Rennes, PUR, 2014, pp. 81-96.
- Michèle Baussant et al., « Introduction », *Communications*, 100, 2017, « Des passés déplacés. Mémoires des migrations », pp. 7-17.
- Mustapha Belbah et Smaïn Laacher, « La mémoire comme procédé de "dépolitisation" de l'immigration ? », *Ecarts d'identité*, n° 108, 2006.
- Alban Bensa, « Fièvres d'histoire dans la France contemporaine », dans A. Bensa et D. Fabre, *Une Histoire à soi. Figurations du passé et localité*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2001, pp. 1-12.
- Grégory Busquet, Claire Lévy-Vroelant et Caroline Rozenholc, « Introduction », *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue 5, 2014, [en ligne] <http://journals.openedition.org/articulo/2490>, consulté le 5 mai 2021.
- Raffaele Cattedra, « Bidonville : paradigme et réalité refoulée de la ville du XX^e siècle », dans *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006.
- Olivier Chavanon, « Où sont passés nos villages nègres ? », *Revue européenne des Migrations internationales*, 1997, 13, I, pp. 191-200.
- Jean Chesneaux, *Habiter le temps. Passé, présent, futur : esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.
- Françoise Clavairolle et Véronique Dassié, « Les patrimoines des migrations au prisme de l'ethnologie », dans Hélène Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, Rennes, PUR, 2014, pp. 43-79.
- Margot Delon, « Faire mémoire(s) de lieux disparus. Le cas des bidonvilles et cités de transit de Nanterre », *Ethnologie française*, XLIV, 2014, 2, pp. 341-354.
- Catherine Foret (dir.), *Travail de mémoire et requalification urbaine : repères pour l'action*, Saint-Denis-la-Plaine, Éditions de la DIV, 2007.
- Hélène Hatzfeld (dir.), *Regards décalés sur des patrimoines silencieux*, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2015.

Isaac Joseph, « Le musée, le territoire, la valeur », dans H.-P. Jeudy (dir.), *Patrimoines en folie*, Paris, Éditions de la MSH, 1990.

Michel Peroni et Dominique Belkis, « Pragmatique de la mémoire et enquête sur les régimes de mémorialité », *EspacesTemps* [En ligne], « Traverses », 28 avril 2015.

Michel Péroni, « Démolition et mise en mémoire. Quelle mémoire ? », *Le Sociographe*, 44, 2013, pp. 21-28.

Krzysztof Pomian, « Pour une histoire des sémiophores. À propos des vases des Médicis », *Le Genre humain*, vol. 14, n° 1, 1986, pp. 51-62.

Krzysztof Pomian, « Musée et patrimoine », dans *Patrimoines en folie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1990.

Michel Rautenberg, *La Rupture patrimoniale*, Bernin, À la Croisée, 2003.

Susan Leigh Star et John R. Griesemer, « Institutional Ecology, "Translations", and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-1939 », *Social Studies of Science*, 1989, 19, pp. 387-420.

Urbanisme, 2017, n° 406 « Bidonvilles ».

NOTES

1. Olivier Chavanon, « Où sont passés nos villages nègres ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 1997, 13, I, pp. 191-200.
2. Margot Delon, « Faire mémoire(s) de lieux disparus. Le cas des bidonvilles et cités de transit de Nanterre », *Ethnologie française*, XLIV, 2014, 2, pp. 341-354.
3. Krzysztof Pomian, « Musée et patrimoine », dans *Patrimoines en folie* [En ligne], Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1990 (généré le 23 octobre 2019).
4. Documentation constituée dans le cadre du projet de recherche-action *Des traces au patrimoine* (DTAP), 2015 (Association ACT, Musée d'histoire de Marseille, Gis IPAPIC). Je remercie Ramzi Tadros de m'avoir donné accès à ces documents.
5. Michel Peroni et Dominique Belkis, « Pragmatique de la mémoire et enquête sur les régimes de mémorialité », *EspacesTemps* [En ligne], « Traverses », 28 avril 2015.
6. Jean Chesneaux, *Habiter le temps. Passé, présent, futur : esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.
7. Alban Bensa, « Fièvres d'histoire dans la France contemporaine », dans A. Bensa et D. Fabre, *Une Histoire à soi. Figurations du passé et localité*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2001, pp. 10-11.
8. Jacques Barou, « Genèse et évolution d'un village urbain : un groupe d'émigrés algériens dans un ensemble d'îlots du XVI^e arrondissement de Marseille », *Ethnologie française* 16, n° 1, 1986, pp. 59-76.
9. Raffaele Cattedra, « Bidonville : paradigme et réalité refoulée de la ville du XX^e siècle », dans *Les Mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2006.
10. Entretien avec J. Barou, février 2019.
11. André Jollivet, entretien avec Marion Serre, *Urbanisme*, n° 406, 2017, p. 44.
12. Le centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles Sud-Est est créé en 1975 par les sociologues Michel Anselme et Michel Peraldi pour œuvrer à la transformation de quartiers d'habitat social de Marseille dans le dialogue avec les habitants.
13. André Jollivet, *ibid.*
14. François Lamarre, « Marseille-l'Estaque politique », *d'A - d'Architectures*, 54, 1995, p. 39.

15. Journées d'étude « Marseille : ville monde, histoire complexe. Quelle collection pour le musée d'Histoire ? », Marseille 17 au 18 avril 2014, GIS IPAPIC 2014, p. 19.
16. La société Face à Face. Architecture et urbanisme de proximité, enregistrée en 1999.
17. Entretien avec Wahid Houadkia et Cherif, Face à Face, décembre 2018. Sauf mention, les citations qui suivent sont issues du même entretien.
18. « Marseille : ville monde, histoire complexe. Quelle collection pour le musée d'Histoire. », Journées d'étude Marseille 17 au 18 avril 2014, p. 10.
19. Ce travail a fait également l'objet d'un mémoire de fin d'étude intitulé *Rapport de l'individu à son habitat et appropriation de l'espace. Le cas de l'îlot Chieusse-Pasteur à l'Estaque*, Mabrouk Oulmou, École d'architecture de Marseille, 2002.
20. Le collectif associe la mairie d'arrondissement, l'inspection académique, les archives départementales, quatre écoles primaires, des associations (nombreuses dans ce secteur à s'intéresser à ce sujet), des enseignants et des chercheurs de renom, comme Laurence de Cock et Gérard Noiriel.
21. L'association Approches Cultures Territoires s'est constituée comme centre de ressources sur les XV^e et XVI^e arrondissements et se donne pour but la « patrimonialisation des mémoires des quartiers populaires ». En 2009, elle est promue par l'Acsé comme tête du réseau Histoire et mémoires de l'immigration de la région PACA.
22. Noël Barbe, Marina Chauliac, « Introduction », *L'Immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2014, pp. 9-19.
23. Des traces au patrimoine. Démarche de collecte participative sur l'histoire et la mémoire du quartier Chieusse Pasteur (Estaque, Marseille, XVI^e).
24. Entretien, février 2019.
25. Entretien avec Wahid Houadkia, décembre 2018.
26. Alain Battégay, « Ce que le public fait à la mémoire. Les mémoires de l'immigration dans les redéploiements mémoriels en France », dans Hélène Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, Rennes, PUR, 2014, p. 87.
27. Anne-Marie Lapillonne, « Préface », Yves Jeanmougin, *Marseille/Marseilles*, Éditions Parenthèses, 1992.
28. Cf. les expériences relatées dans le rapport coordonné par Catherine Foret, *Travail de mémoire et requalification urbaine : repères pour l'action*, Saint-Denis-la-Plaine, Éditions de la DIV, 2007 [En ligne].
29. Film d'Olivier Lucas et Nasser Amri, 1998, 52 minutes.
30. Michel Rautenberg, *La Rupture patrimoniale*, Bernin, À la Croisée, 2003.
31. Françoise Clavairolle et Véronique Dassié, « Les patrimoines des migrations au prisme de l'ethnologie », dans *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, op. cit., pp. 43-79.
32. L'idée de la maquette, aime à rappeler B. Reymondon, est née en réponse au désarroi exprimé la veille de la démolition de sa maison par un habitant, Amar, face à l'impossibilité de transmettre la mémoire du lieu.
33. Susan Leigh Star et John R. Griesemer, « Institutional Ecology, "Translations" and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-1939 », *Social Studies of Science*, 1989, 19, pp. 387-420.
34. La question du deuil rendu impossible par la destruction de la maison familiale s'exprime particulièrement dans un film documentaire réalisé par Alain Dufau, *Marseille : carnets de ville*, Marseille ciné-vision, 1992.
35. Entretien avec J. Vialle, février 2019.
36. Entretien avec A. Blanchet, conservatrice au MHM, octobre 2018.
37. *Paroles sur la rue Pasteur*, film de J.-F. Debiegne, 20'44, production IPE, 2016.

38. Ernst Bloch, *Le Principe Espérance*, vol. 2 *Les Épure d'un monde meilleur*, Paris, Gallimard, 1982 [1959]. Lire les lignes consacrées à la maquette comme figure de l'utopie architectonique, p. 307.
39. Action-recherche « Des traces au patrimoine », compte rendu du comité de pilotage, MHM, 26 novembre 2014.
40. On peut lire en exergue de cet article le soin mis par L. à s'inscrire dans une généalogie habitante pour légitimer son appel à la collecte de mémoire.
41. Entretien avec Leïla Tadros, février 2019.
42. Grégory Busquet, Claire Lévy-Vroelant et Caroline Rozenholc, « Introduction », *Articulo - Journal of Urban Research* [En ligne], Special issue 5, 2014.
43. Ces questionnements rejoignent ceux formulés en introduction du numéro de la revue *Communications*, 100/2017 « Des passés déplacés. Mémoires des migrations », pp. 15-17.
44. Mustapha Belbah et Smaïn Laacher, « La mémoire comme procédé de "dépolitisation" de l'immigration ? », *Ecarts d'identité*, n° 108, 2006.
45. Michel Péroni, « Démolition et mise en mémoire. Quelle mémoire ? », *Le Sociographe*, 44, 2013, p. 22.
46. Krzysztof Pomian, « Pour une histoire des sémiophores. À propos des vases des Médicis », *Le Genre humain*, vol. 14, n° 1, 1986, pp. 51-62.
47. Cf. la restitution des journées d'étude *Marseille : ville monde, histoire complexe. Quelle collection pour le musée d'histoire ?*, Marseille 17 au 18 avril 2014, MHM/IPAPIC/ACT.
48. Pour exemple d'une telle singularité, lire le témoignage de Leïla Yahiaoui Tadros dans Hélène Hatzfeld (dir.), *Regards croisés sur les patrimoines silencieux*, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2015, pp. 71-76.
49. Jean Chesneaux, *op. cit.*, p. 169.
50. *Idem.*, p. 158.

RÉSUMÉS

L'ensemble d'habitation autoconstruit dit Chieusse-Pasteur, dans le XVI^e arrondissement de Marseille, a connu depuis l'annonce des premières intentions de sa « réhabilitation », au début des années 1980, une trajectoire de patrimonialisation originale. Elle aboutit en 2015, vingt ans après la destruction de cet ensemble, à l'entrée d'un objet-trace, une maquette partielle du quartier, au Musée d'histoire de la ville. L'archéologie de la « mise en mémoire » de Chieusse-Pasteur permet de comprendre comment et par qui fut construite la singularité de cet héritage urbain, et les sens qui lui furent conférés. Au centre de cette trajectoire, la maquette de l'îlot disparu circule entre différents espaces mémoriels, fait émerger un débat sur le statut de la trace et questionne la nature et la portée des récits qu'elle suscite. Dans quelle mesure l'entrée au musée permet-elle aux anciens habitants d'un lieu disqualifié de faire pleinement valoir leur droit à « habiter le temps » de la ville ?

The self-built district known as Chieusse-Pasteur, in the 16th borough of Marseille, has undergone an original trajectory of heritagisation. It began in the early 1980s, with an urban regeneration project and culminated in 2015, twenty years after the demolition of "Chieusse-Pasteur", with entrance of a "trace-object", a model of one Pasteur street's block, at Marseille history Museum. The archeology of Chieusse-Pasteur's memory production show how and by whom this urban heritage singularity and different meanings attributions were constructed. At

the center of trajectory, the model circulates between different spaces of memory; it highlights a debate on the trace status ; and questions nature and significance of narratives that surround it. To what extent does entrance to the museum ultimately allow former inhabitants of a disqualified habitat to claim their right to “inhabit the time”» of the city?

INDEX

Mots-clés : Trajectoire patrimoniale, Mémoire urbaine, Habitat disqualifié, Immigration, Maquette, Objet-trace

Keywords : Heritage Trajectory, Urban Memory, Disqualified Habitat, Immigration; Model, Trace-Object

AUTEUR

KARINE BASSET

Karine Basset est maître de conférences en histoire contemporaine. Elle enseigne à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine et est membre du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA –UMR 5190). Ses recherches interrogent les processus de construction des territoires contemporains dans leur rapport à l'altérité, au temps et à la mémoire. Ses enseignements portent sur les processus de patrimonialisation et sur la question de l'utopie dans le projet urbain et territorial.

Elle a notamment publié : avec M. Baussant (dir.), *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire*, n°23 « Utopie et nostalgie : approches croisées », 2018 ; *Aux origines du Parc national des Cévennes. Des précurseurs à la réalisation (le 2 septembre 1970)*, Florac, Parc national des Cévennes, 2010 ; *Pierre Martel et le mouvement Alpes de lumière. L'invention d'un territoire (1953-1983)*, La Tour d'Aigue, Les éditions de l'Aube, 2009 ; *Le légendaire sarraasin en France. Configurations et histoire d'un contre-récit national*, Grenoble, Centre alpin et rhodanien d'ethnologie, 2006.

Parmi ses contributions scientifiques : « Territoires “de la nature” ou territoires des possibles. Réflexions sur la trajectoire historique et la production symbolique des espaces dits naturels protégés », dans Jérôme Lamy et Romain Roy (dir.), *Anthropologie historique de la nature*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019 ; avec D. Martin et J.-M. Roux, « L'urbanisme grenoblois à l'épreuve des Jeux olympiques : temporalités, récits et mémoires d'une grande transformation urbaine », *La Pierre et l'Écrit. Revue d'histoire et du patrimoine en Dauphiné*, Grenoble, PUG, 29, 2018, pp. 163-193 ; avec J.-N. Pelen, « L'édification d'un parc imaginaire des Cévennes. Littérature, patrimoine et aménagement du territoire dans le sud du Massif Central », *Territoire en mouvement. Revue de géographie et d'aménagement* 31 | 2016, [en ligne] <http://tem.revues.org/3789> ; « Topographie légendaire d'une présence sarraisine dans la France méridionale : l'énigme d'une récit », dans C. Richarté, R.-P. Gayraud et J.-M. Poisson (éd.), *Héritages arabo-islamiques dans l'Europe méditerranéenne*, Paris, La Découverte/INRAP, 2015 ; « Le site de 732 la bataille. Ethnographie d'un récit historique entre legs colonial et reconfiguration nationale », *Genèses*, n° 92 Localiser le passé, sept. 2013, pp. 76-101, [en ligne] <https://www.cairn.info/revue-geneses-2013-3.htm>
karine.basset@univ-grenoble-alpes.fr